

**Le budget économique 2017 :**  
**Commentaires sur le schéma de croissance**

**Salma Zouari**

**Résumé**

Le budget économique 2017 (BE 2017) est une déclinaison annuelle du plan 2016-2020. Il actualise les prévisions effectuées dans le cadre du plan pour 2017, à la lumière des réalisations de 2016, la première année du plan.

Le schéma de croissance adopté par le budget économique 2017 suppose une croissance du PIB de 2,5% en 2017 contre 1,5% estimée pour 2016. Ces taux sont en deçà de ceux prévus par le plan (respectivement 3% et 2%). L'économie nationale a ainsi du mal à rehausser son rythme de croissance. Les projections de 2017 prévoient un point de croissance de plus par rapport aux estimations anticipées pour 2016. A ce titre, le budget économique semble effectuer une prévision prudente.

Le schéma de croissance suggère les remarques ci-dessous :

1- Contribution des secteurs à la croissance.

L'analyse de la contribution des secteurs à la croissance montre que, contrairement à ce que l'on a observé en 2016, la croissance projetée en 2017 sera réalisée quasi exclusivement par le secteur productif. L'administration ne comptera que pour 0,1 point de pourcentage de croissance. Ceci dénote une évolution favorable de l'économie qui commence à corriger le dérapage qu'elle a connu après 2010, le secteur public ayant cru jusqu'en 2016, de façon démesurée.

Les gains de croissance projetés en 2017 seront réalisés principalement par (i) l'agriculture dont la contribution passe de -0,4 en 2016 à +0,4 en 2017 et (ii) les industries non manufacturières dont la contribution à la croissance passe de -0,2 à +0,3 en 2017. Ces deux secteurs restent tributaires de facteurs exogènes. Le schéma de croissance prévu est de ce fait fragile.

La contribution des industries manufacturières à la croissance (0,5 en 2017 contre 0,4 en 2016) et celle des services marchands (1,2 en 2017 contre 1,1 en 2016) démontrent une légère évolution de l'appareil productif tunisien vers des activités plus créatrices de valeur ajoutée.

Les impôts indirects nets des subventions augmenteront en 2017 au même rythme qu'en 2016, nonobstant la prévision d'une croissance plus soutenue et en dépit des réformes encours qui visent à renforcer la fiscalité indirecte et à alléger les subventions indirectes.

## 2- La décomposition de la croissance selon une optique de demande

Le budget économique analyse la croissance des diverses composantes de la demande globale mais n'évalue pas leur contribution à la croissance ; pourtant, celle-ci est riche d'enseignements.

La décomposition de la croissance selon une optique de demande montre que :

- la contribution de la consommation publique passera de 0,6% en 2016 à 0,3% en 2017, par contre celle de la consommation privée augmentera de 2,5% à 2,7%. La consommation totale a ainsi une contribution positive, importante et quasi constante (3,1% en 2016 et 3% en 2017).
- la FBCF verra sa contribution croître sensiblement de 0,5% en 2016 à 1,1% en 2017.
- Les exportations joueront un rôle majeur, leur contribution à la croissance passe de -0,4% en 2016 à 1,3% en 2017. Par contre, les importations, en croissant plus vite que le PIB, auront une contribution négative de -1,4% en 2017 contre -0,2% en 2016.
- L'ensemble de ces composantes donnent lieu à une augmentation de la demande globale de 3,1% en 2016 et de 4% en 2017.

Au total, l'offre globale (le PIB) croît de 1,5% en 2016 et de 2,5% en 2017. La demande globale (la consommation, la FBCF et les exportations nettes des importations) augmente de 3,1% en 2016 et de 4% en 2017. Ce déséquilibre entre la croissance de l'offre globale et de la demande globale est résorbé par une réduction des stocks de -1,6% en 2016 et de -1,5% en 2017. On observe donc un ajustement par les quantités. Le schéma de croissance montre qu'en 2016 et 2017, les Tunisiens sont davantage des consommateurs que des producteurs, leur consommation privée augmente beaucoup plus vite que le PIB. En 2016, la consommation privée a augmenté de 3,6% pour une augmentation du PIB de 1,5%. En 2017, les taux projetés sont respectivement de 3,8% et 2,5%. Ne produisant pas assez, les Tunisiens consomment les stocks accumulés auparavant !

Le budget économique, en n'analysant pas cet aspect, ne tire pas la sonnette d'alarme qui s'impose et ne met pas suffisamment l'accent sur la nécessité de mettre en œuvre une politique de l'offre à même de réduire la rigidité au niveau des institutions et de l'appareil productif, d'inciter à la production et d'appeler les Tunisiens au travail productif.

On peut questionner à ce titre, par exemple, l'impact sur la production de l'augmentation de la pression fiscale que subiraient les entreprises en 2017. On est dans un cercle vicieux où la faiblesse de la croissance impacte négativement les recettes de l'Etat ; l'Etat, en manque de ressources, taxe davantage les entreprises ; ceci dissuade la production et freine davantage la croissance au risque de creuser plus les déficits publics.

## 2- Les finances publiques

Le budget économique 2017 ne comporte aucune analyse des finances de l'Etat ni dans leur globalité ni en rapport avec la situation financière des entreprises et offices d'Etat, celle des finances locales et la situation des trois caisses sociales (CNSS, CNRPS et CNAM).

De même, le budget économique 2017 n'évoque que sommairement la question de la dette publique. Seuls les nouveaux crédits à contracter et les échéances à honorer en termes de remboursement de la dette en capital sont précisés.

## 3-L'inflation

Le budget économique prévoit de limiter l'inflation à 3,6% (le taux anticipé pour 2016). Aucune analyse n'est présentée sur l'évolution des prix administrés et des prix libres. L'inflation sous-jacente, mesurée par la variation de l'indice des prix « hors produits frais et produits à prix administrés », n'est pas non plus appréhendée.

Par ailleurs, l'analyse a montré que, sachant les prix projetés, la demande globale (consommation, FBCF et solde extérieur) est supérieure à l'offre globale (PIB). L'équilibre est atteint à travers une baisse des stocks, c'est-à-dire un ajustement des quantités. On peut craindre que cet excès de demande engendre des tensions inflationnistes et l'augmentation des prix anticipée (+3,6%) serait alors sous estimée.

## 4-L'emploi

S'agissant des créations d'emplois, le budget économique prévoit la création de 58000 emplois en 2017, outre les 15000 emplois créés dans le cadre de la politique active de l'emploi et des programmes spéciaux. Le budget économique ne fournit pas d'indications sur la contribution des secteurs à la création d'emplois ni d'éléments spécifiques sur l'évolution de la productivité.

La prévision des 73000 emplois se base sur une sensible accélération du rythme des créations d'emplois que l'on a observé entre 2011-2015. Or, cette période a été marquée par une forte participation du secteur public aux créations d'emploi et le rythme des créations d'emploi y a été beaucoup plus élevé que celui que connaissait l'économie auparavant.

De même, le budget économique suppose un accroissement de l'emploi total de l'ordre de 2,1%. Sachant le taux de croissance de 2,5%, la productivité du travail augmenterait de 0,4% seulement. Ceci semble insuffisant vu l'effort d'investissement à réaliser.

## 5- La sensibilité du schéma de croissance et des équilibres macroéconomiques

Le budget économique aurait été basé sur l'hypothèse d'un report des augmentations de salaires prévues pour 2017. Qu'advierait-il des divers équilibres macroéconomiques si cette hypothèse n'était pas respectée ? Le budget économique ne présente pas de scénarii alternatifs au scénario retenu ainsi qu'une analyse de sensibilité du schéma de croissance adopté aux hypothèses qui le fondent.

## **Le budget économique 2017 :**

### **Commentaires sur le schéma de croissance**

Le budget économique 2017 (BE 2017) est une déclinaison annuelle du plan 2016-2020. Il actualise les prévisions effectuées pour 2017, à la lumière des réalisations de 2016, la première année du plan. Le budget économique fait donc un pré-bilan de l'année encours (2016) et présente, entre autres, le schéma de croissance prévu pour 2017 ; il analyse les hypothèses sur lesquelles se fonde ce schéma, telles que la croissance du PIB et ses origines sectorielles, l'évolution du commerce extérieur, les dépenses publiques en relation avec les recettes de l'Etat, la croissance de l'investissement, de l'épargne et des financements extérieurs et finalement, les conséquences de ces choix sur l'inflation, le chômage et la dette publique.

Généralement, les budgets économiques présentent un ou des scénarii alternatifs au scénario retenu, ainsi qu'une analyse de sensibilité du schéma de croissance adopté. Cet aspect manque dans le budget économique 2017.

Nous commenterons dans cette note le schéma de croissance retenu pour 2017 et les analyses auxquelles il a donné lieu dans le cadre du budget économique. Nous signalerons les aspects qui nous semblent importants mais qui n'ont pas fait l'objet de développements.

#### 1-Le taux de croissance du PIB et la contribution des secteurs.

Le BE prévoit une croissance du PIB de 2,5% pour 2017 contre 1,5% estimée pour 2016. Ces taux sont en deçà de ceux prévus par le plan (respectivement 3% et 2%). Les prévisions pour 2016 s'étant avérées trop optimistes, les projections de 2017 ont été ajustées à la baisse.

Comparé à 2016, le schéma de croissance retenu dans le BE 2017 démontre une transformation de la contribution des secteurs de la croissance (tableau 1).

**Tableau 1 : Taux de croissance des Valeurs Ajoutées (Prix constants) en %**

	2013	2014	2015	2016	2017
Agriculture & pêche	-3,8	3,4	9,2	-3,9	4
Industries manufacturières	1,5	1,1	0	2,2	3,2
Industries manufacturières non agricoles	1,3	2	-1,1	3,7	3,7
Industries non manufacturières	-3	-2,8	-4	-2	2,3
Services marchands	4,5	2,5	-0,5	2,6	2,7
Activités marchandes	1,6	1,4	0,1	1	2,9
Administration	4,6	3,2	2,8	3,1	0,7
Impôts indirects nets de subventions	8,6	11,3	3,1	2,5	2,5
Ensemble de l'économie	2,4	2,3	0,8	1,5	2,5

(Source : Tableau V, annexe du BE2017)

Les constats ci-dessous méritent d'être soulignés :

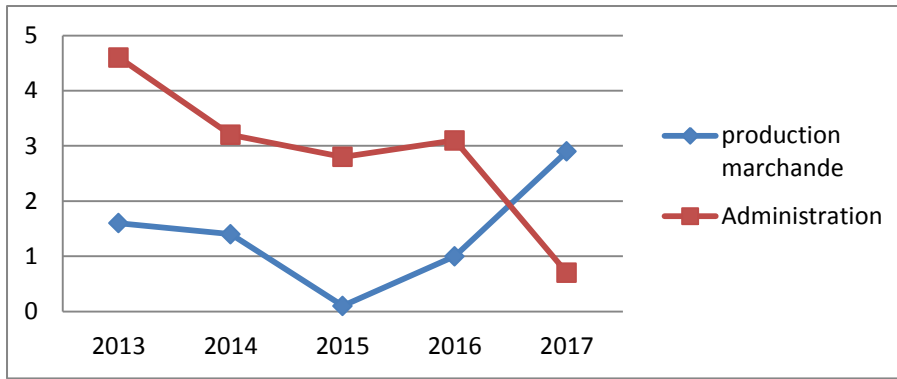
- Secteur productif versus administration

Le secteur non-marchand connaîtra en 2017 une décélération après une très forte croissance entre 2011 et 2016. Le taux de croissance du produit de l'administration passe de 3,1% en 2016 à 0,7% en 2017. Ce faisant, l'administration ne contribuera qu'à hauteur de 0,1 point de pourcentage à la croissance économique contre 0,6 points en 2016.

Le BE 2017, n'évoque pas les déterminants de cette évolution. Cependant, la croissance des dépenses de l'Etat au titre de la masse salariale contribuerait sensiblement à cette évolution. En effet, les difficultés des finances publiques et l'augmentation de la dette publique imposent un frein à cette croissance. Le budget économique 2017 aurait adopté l'hypothèse du report des augmentations de salaires qui devaient avoir lieu en 2017 (ceci n'a pas été explicité).

Il aurait été souhaitable de développer un scénario alternatif qui étudie la sensibilité du schéma de croissance aux augmentations salariales.

Le secteur productif, qui s'est effondré en 2015, a connu une reprise en 2016. Cette reprise est appelée à s'accélérer en 2017. Le taux de croissance des activités marchandes passera de 1% à 2,9%. Le secteur marchand est ainsi appelé à prendre le relai sur le secteur administratif. Réussir ce cap est essentiel (figure 1)



**Figure 1 : Taux de croissance : secteur productif et administration**

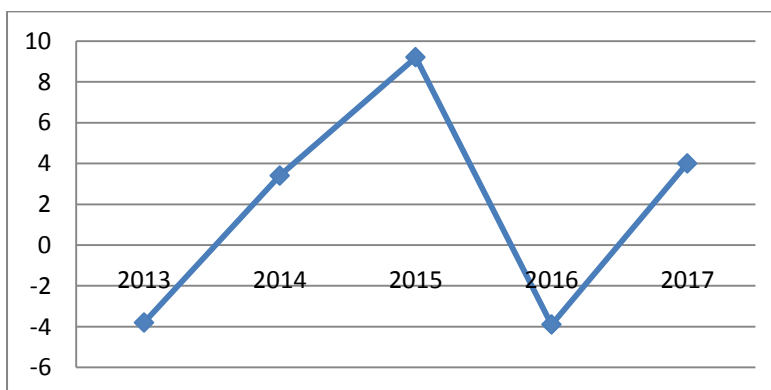
(Source : Tableau V, annexe du BE2017)

Au total, en 2017, l'administration ne contribuera qu'à hauteur de 0,1 point de pourcentage à la croissance économique contre 0,6 points en 2016. Par contre, le secteur productif contribuera à raison de 2,4 points de pourcentage à la croissance économique contre 0,9 points seulement en 2016.

Quels sont les secteurs qui contribueront à cette évolution ?

- Des secteurs productifs en récession en 2016, retrouvent la croissance en 2017

Le secteur agricole, soumis aux aléas climatiques, démontre une croissance irrégulière qui déteint sur les industries agroalimentaires. En raison de l'alternance des performances du secteur agricole, le budget économique 2017 table sur une reprise de la croissance de ce secteur (+4% en 2017 contre -3,9% en 2016) et une contribution à la croissance de 0,4 point de % de croissance en 2017 (contre -0,4 en 2016).

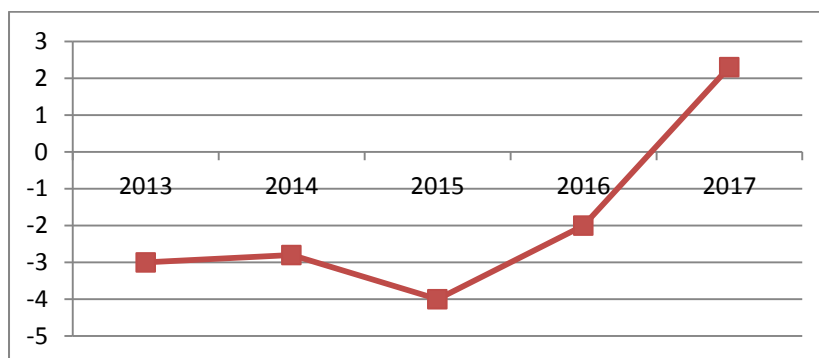


**Figure 2 : Taux de croissance du secteur agricole**

(Source : Tableau V, annexe du BE2017)



Les industries non manufacturières, qui ont été fortement sinistrées depuis 2011 avec notamment un repli continu de la valeur ajoutée de la branche des hydrocarbures, sont supposées retrouver une croissance positive en 2017 (+2,3%). Leur contribution à la croissance passe de -0,2 point de pourcentage de croissance à +0,3 points.



**Figure 3 : Taux de croissance des industries non manufacturières**

(Source : Tableau V, annexe du BE2017)

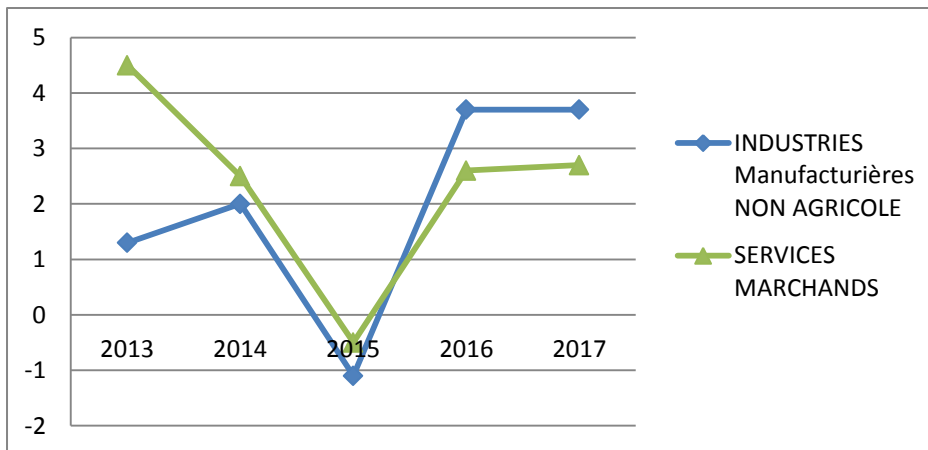
L'agriculture et les industries manufacturières sont les deux secteurs dont les performances accéléreront la croissance. Ils restent toutefois soumis à des aléas exogènes, rendant le schéma de croissance vulnérable.

- Des secteurs productifs maintiennent le rythme de la croissance observé en 2016

Le budget économique table sur une quasi stabilisation des taux de croissance observés en 2016 pour les industries manufacturières non agricoles et pour les services marchands. Seuls le tourisme et le transport connaîtront une légère accélération de la croissance. Par conséquent, on observe une contribution à la croissance des industries manufacturières et des services marchands à peine supérieure à celle observée en 2016. Ces projections semblent prudentes. En effet, ces activités ont été fortement impactées notamment par les chocs sécuritaires qu'a connus le pays en 2015.

Cependant, si les réformes annoncées progressent à un rythme adéquat, on peut s'attendre à une accélération de la croissance dans des industries manufacturières et dans les services.





**Figure 4 : Taux de croissance des industries manufacturières non agricoles et des services marchands**  
(Source : Tableau V, annexe du BE2017)

- Des impôts nets des subventions vraisemblablement sous estimés

Enfin, les impôts indirects nets des subventions progressent en 2017 au même rythme qu'en 2016 (+2,5%) alors même que d'une part le rythme de la croissance économique s'accélère en 2017 (2,5% en 2017 contre 1,5% en 2016) et d'autre part de nouvelles dispositions fiscales seront introduites en 2017 (voir projet de la loi de finance). Les prévisions des impôts indirects nets des subventions tiennent-elles compte de l'élargissement du champ d'application de la TVA, des modifications des taux correspondants, du renforcement des opérations de recouvrement des impôts indirects, de la rationalisation des subventions via l'augmentation projetée des tarifs de l'électricité et du gaz à titre d'exemple ?

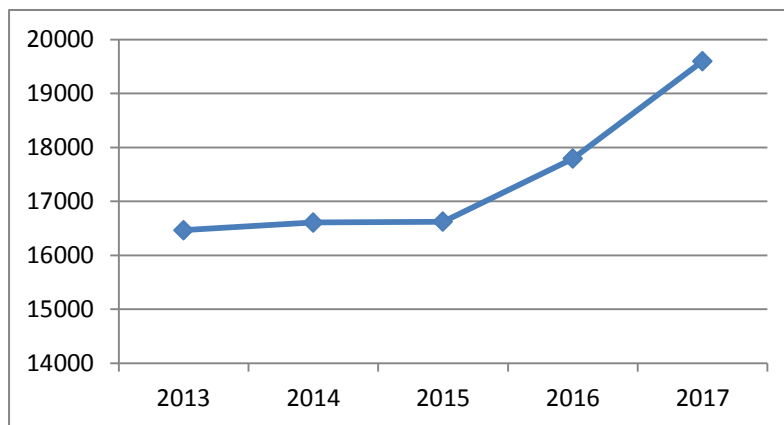
## 2-La croissance du PIB dans une optique de demande

### 2-1- Evolution des diverses composantes de la demande globale

#### 2-1-1- La FBCF

- La croissance projetée de la FBCF

Tablant sur une amélioration du climat des affaires et sur un regain de confiance dans l'économie nationale, le budget économique prévoit en 2017 une croissance de la FBCF de 10,2% contre 7% en 2016. Cependant, aucune information n'est donnée sur la répartition de la FBCF par agent économique (ménages, entreprises, Etat)



**Figure 5 : FBCF en MD**

(Source : Tableau I, annexe du BE2017)

- La FBCF projetée est inférieure à celle prévue dans le cadre du plan.

Globalement, par référence aux prévisions du plan 2016-2020, on constate que les investissements projetés par le budget économique (19599 MD) sont légèrement inférieurs à ceux prévus par le plan (19730 MD).

Le budget économique affine et ajuste les prévisions de la FBCF effectuées dans le cadre du plan, à la lumière des réalisations en 2016 (tableau 3 ci-dessous). Les secteurs dont les réalisations en 2016 ont été inférieures aux prévisions du plan (IMCCV, commerce, hydrocarbures et électricité), ont subi une correction à la baisse de leurs investissements projetés en 2017. Par contre, les secteurs dont les réalisations en 2016 ont été supérieures aux prévisions du plan (transport), ont subi une correction à la hausse de leurs investissements projetés en 2017.

On peut questionner cette approche ; n'aurait-il pas fallu identifier les obstacles qui ont freiné les investissements pour les affronter et mettre en œuvre des stratégies de rattrapage des retards accumulés ?

**Tableau 3 : FBCF par secteur, 2016-2017, plan et budget économique, en MD**

	plan 2016	estimé 2016	plan 2017	BE 2017
Agriculture & pêche	1290	1290	1450	1400
Industries manufacturières	2104,4	1987	2611	2479
Industries non manufacturières	3595	3320	3854	3325
Services marchands	8750	8874	9315	9865
Equipements collectifs	2320	2320	2500	2530
<b>Total FBCF</b>	<b>18059</b>	<b>17791</b>	<b>19730</b>	<b>19599</b>

(Source : Tableau I, annexe du BE2017 et plan 2016-2020)

L'accroissement de la FBCF entre 2016 et 2017, sera observé surtout au niveau des industries manufacturières et des services marchands (Tableau 4). Ce choix mérite d'être appuyé, il est à même de contribuer à renforcer à moyen terme la base économique du pays.

**Tableau 4 : FBCF par secteur, 2013-2017, réalisation et budget économique en MD prix courants**

	2013	2014	2015	2016*	2017**	16/15	17/16
Agriculture & pêche	1205,5	1111,2	1230	1290	1400	4,9%	8,5%
Industries manufacturières	2145,1	1894,2	1847	1987	2479	7,6%	24,8%
Industries non manufacturières	2823,8	2719,8	2615	3320	3325	27,0%	0,2%
Services marchands	8133	8568,7	8630	8874	9865	2,8%	11,2%
Equipements collectifs	2158,2	2314,9	2300	2320	2530	0,9%	9,1%
Total FBCF	16465,6	16608,9	16622	17791	19599	7,0%	10,2%

\*Estimation, \*\* Préviation

(Source : Tableau VII, annexe du BE2017 et plan 2016-2020)

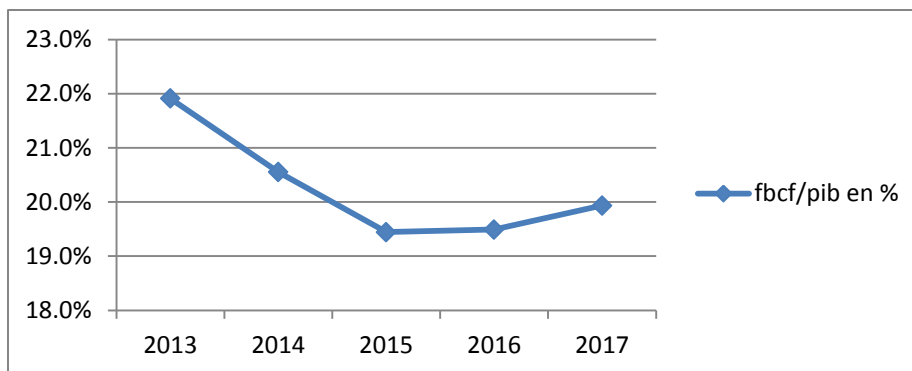
- Le taux d'investissement augmente légèrement

La croissance économique observée entre 2013 et 2015 était caractérisée par une tendance baissière du taux d'investissement. En 2016, on observe une reprise de ce taux qui se prolonge en 2017 ; cependant le rythme de la reprise reste faible. Il semble insuffisant, compte tenu de l'adoption du nouveau code d'investissement, de la loi sur le partenariat public-privé, de la révision du système des marchés publics, de la progression dans la réforme fiscale et celle du secteur financier...De même, il semble insuffisant parce que l'on s'attend à une atténuation des tensions sociales, à une progression dans la mise en œuvre des grandes réformes, notamment celles relatives à la modernisation de l'administration.

**Tableau 4 : Taux d'investissement (FBCF/PIB)**

	2013	2014	2015	2016	2017
PIB en MD*	75145,9	80808,8	85480,2	91272	98311,1
FBCF en MD*	16465,6	16608,9	16622	17791	19599
FBCF/PIB en %	21,9%	20,6%	19,4%	19,5%	19,9%

(\*Source : Tableau I, annexe du BE2017)



**Figure 6 : Taux d'investissement**

(Source : Tableau 4 ci-dessus)

- La FBCF reste contrainte par l'insuffisance de l'épargne nationale, des IDE et des aides internationales

L'épargne nationale couvre une part décroissante de la FBCF (tableau 5). L'attractivité de la Tunisie comme site d'investissements étrangers reste limitée. Les IDE prévus ne représentent que 13% de la FBCF en 2017. Ils sont sensiblement inférieurs à ceux projetés dans le cadre du plan (respectivement 2747 pour 2016 et 3077 pour 2017). Quel sera l'impact de la Conférence nationale sur l'investissement ?

**Tableau 5 : Financement de l'investissement en MD prix courants**

	2013		2014		2015		2016		2017	
FBCF*	16465,6	100%	16608,9	100%	16622	100%	17791	100%	19599	100%
Epargne**	11132,4	67,6%	12043	72,5%	10976,1	66%	10605,2	59,6%	11723,9	59,8%
Opérations de capital**	186,3	1,1%	509,9	3,1%	440,7	2,7%	607,5	3,4%	433,1	2,2%
IDE**	2011,2	12,2%	1991,2	12%	2403,4	14,5%	2050	11,5%	2530	12,9%
Endettement***	3135,7	19%	2064,8	12,4%	2801,8	16,9%	4528,3	25,5%	4912	25,1%

(Source : \*Tableau I, \*\*Tableau IV annexe du BE2017 \*\*\*calculé pour boucler le financement de la FBCF)

L'insuffisance de l'épargne s'explique par une dérive de l'économie nationale depuis 2011 : on observe, jusqu'en 2016, un accroissement de la consommation supérieur à celui du PIB (voir analyse ci-dessous). A la marge, les Tunisiens consomment plus qu'ils ne produisent !

- La contribution de la FBCF à la croissance sera importante

Comme la FBCF a augmenté beaucoup plus vite que le PIB (respectivement 5,7% et 2,5% en termes réels), on doit s'attendre à une forte contribution de la FBCF à la croissance ; le budget économique ne renseigne pas sur cette question.

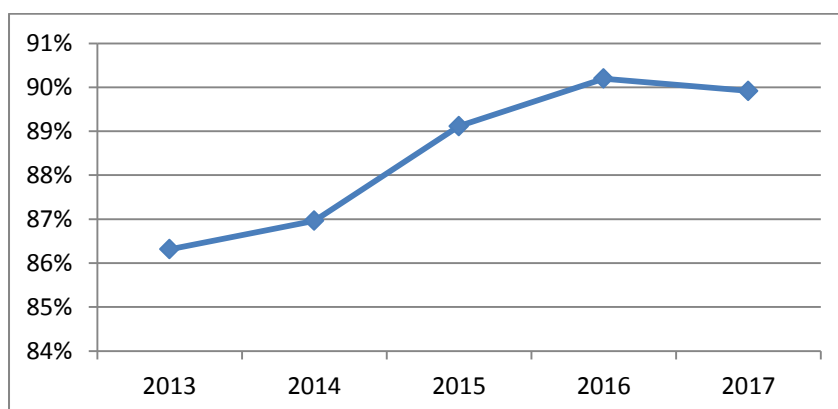
#### 2-1-2- La consommation

Jusqu'en 2016, la consommation, aussi bien publique que privée, a fortement augmenté sous l'effet de la forte augmentation de la masse salariale notamment dans la fonction publique. En même temps, des mesures redistributives ont été prises en faveur des familles nécessiteuses dont le nombre a sensiblement augmenté (augmentation du transfert de revenu qui leur est versé, bénéfice de soins médicaux totalement ou partiellement gratuits...). Le taux de croissance de la consommation a été continuellement supérieur à celui du PIB, si bien que la part de la consommation totale dans le PIB a dépassé 90% en 2016. Le budget économique 2017 rompt avec cette tendance et prévoit une légère baisse de la part de la consommation dans le PIB (tableau 6).

**Tableau 6 : La consommation**

	2013	2014	2015	2016	2017
PIB en MD courants*	75145,9	80808,8	85480,2	91272	98311,1
Consommation en MD courants*	64863,3	70273,9	76175,9	82325,7	88397,2
Consommation en % de PIB	86,3%	87,0%	89,1%	90,2%	89,9%

(\*Source : Tableau I, annexe du BE2017)



**Figure 7 : Consommation en % de PIB (prix courants)**

(Source : Tableau 6 ci-dessus)

Quels sont les facteurs à l'origine de cette évolution ?

- a) Le BE est vraisemblablement basé sur l'hypothèse d'un report des augmentations salariales initialement prévues pour 2017. Il résultera de ce report, un ralentissement de la croissance des dépenses de consommation publiques, qui n'augmenteront à prix constants que de 1,6% en 2017 contre 3,1% en 2016. La part de la consommation publique dans le PIB diminuera (à prix constants).
- b) Malgré le report supposé des augmentations de salaires, la consommation privée augmentera en dinars constants en 2017 plus rapidement qu'en 2016 (de respectivement 3,8% et 3,6%). Cet accroissement peut s'expliquer par divers éléments :

-L'impact de l'économie d'impôts dont bénéficieront les personnes physiques dont le revenu est inférieur à 1400 dinars par mois. Cette économie d'impôt résulte de la révision du barème d'imposition de l'IRPP prévue dans la loi de finance 2017. Cette économie d'impôt ne concerne que les déciles de revenus les plus faibles ; par conséquent, il en résultera nécessairement un accroissement de la propension à consommer des ménages.

- La contribution exceptionnelle au budget de l'Etat de 7,5% à laquelle seront soumis les revenus non salariaux. Cette contribution réduit le revenu net des ménages, elle peut ponctionner la consommation et/ou l'épargne des ménages. Il en résulte normalement une diminution du ratio consommation privée/PIB

-Les quelques mesures d'incitation à l'épargne qui seront introduites dans la loi de finance. Ces mesures visent un accroissement de l'épargne ; elles donnent lieu à une diminution du ratio consommation privée/PIB

Au total, selon le budget économique, c'est l'effet redistributif par l'économie d'impôt qui l'emporte. A prix constant, le ratio consommation privée/PIB continuera son augmentation. On peut questionner ce résultat, d'autant plus que le taux de la contribution exceptionnelle est assez élevé (7,5%).

- La contribution de la consommation à la croissance

Comme la consommation totale croitra davantage que le PIB (respectivement 3,3% et 2,5% en termes réels), sa contribution à la croissance sera positive ; le budget économique ne renseigne pas sur cette question.

## 2-1-3- Le commerce extérieur

**Tableau 7 : Indicateurs du commerce extérieur calculés à partir des agrégats à prix courants**

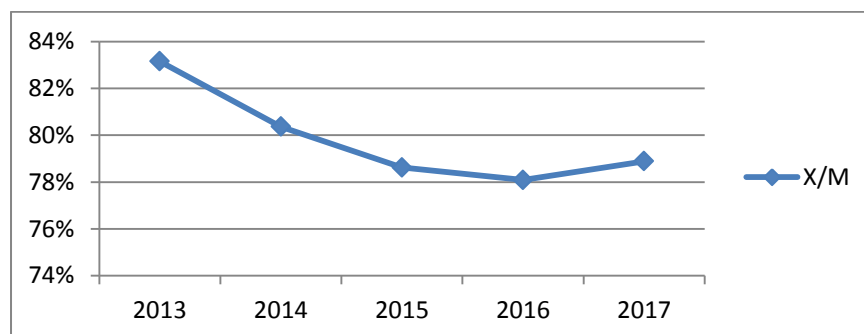
	2013	2014	2015	2016	2017
M/PIB	56,5%	55,9%	50,5%	48,1%	47,2%
X/PIB	47,0%	45,0%	39,7%	37,6%	37,2%
X+M/PIB	103,4%	100,9%	90,1%	85,7%	84,5%
(X-M)/PIB	-9,5%	-11,0%	-10,8%	-10,5%	-10,0%
X/M	83,2%	80,4%	78,6%	78,1%	78,9%

(Source : calcul à partir des données du tableau I, annexe du BE2017)

-Les importations de biens et services (M) augmenteront en 2017, à prix courants de 5,7%, un rythme inférieur au taux de 7,7% que connaîtra le PIB. Le ratio M/PIB poursuit sa tendance baissière antérieure. Cette tendance est liée aux importations de l'énergie et dans une moindre mesure aux achats de biens d'équipement, de matières premières et demi-produits. Jusqu'en 2016, elle s'explique par la chute des prix internationaux des hydrocarbures et par la faiblesse de l'investissement. Ces deux causes s'atténueront en 2017 et l'on peut craindre une sous-estimation des importations par le budget économique, une augmentation des importations étant nécessaire pour accompagner l'important effort d'investissement projeté.

-A prix courants, les exportations de biens et services (X) augmenteront de 6,8% (contre 7,7% pour le PIB). Leur part dans le PIB continue à baisser.

-Les exportations augmentant plus rapidement que les importations, le taux de couverture des importations par les exportations (X/M), décroissant jusqu'en 2016, se redresse en 2017. Le budget économique 2017 prévoit une amélioration de ce ratio, mais cette amélioration peut être compromise compte tenu d'une probable sous-estimation des importations projetées.

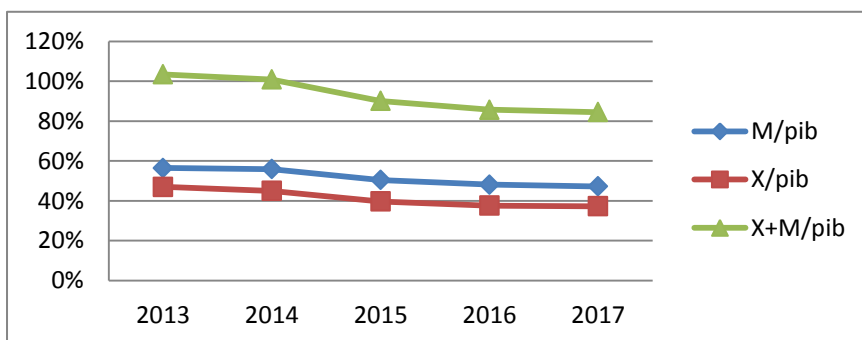


**Figure 8 : Taux de couverture**

(Source : Tableau 7 ci-dessus)



-La baisse du taux d'importation ( $M/Y$ ) et du taux d'exportation ( $X/Y$ ) engendre un recul du taux d'ouverture de l'économie, qui se prolonge en 2017. Il est surprenant que le budget économique n'alerte pas sur cette tendance et ne préconise pas des politiques pour redresser la situation.



**Figure 9 : Taux d'exportation, taux d'importation et taux d'ouverture**

(Source : Tableau 7 ci-dessus)

-La contribution du commerce extérieur à la croissance

A prix constants, les exportations augmenteront à un rythme supérieur à celui du PIB, (respectivement 3,5% et 2,5%) ; leur contribution à la croissance sera donc positive. De même, les importations augmenteront à un rythme supérieur à celui du PIB, (respectivement 2,9% et 2,5%) ; leur contribution à la croissance sera donc négative. Le budget économique ne renseigne pas sur la contribution du commerce extérieur à la croissance.

Au total, les prévisions de l'année 2017 tablent sur une structure de la croissance économique plus équilibrée et davantage soutenue par la FBCF et les exportations. L'amélioration de la demande intérieure s'explique notamment par une reprise attendue de la FBCF des industries manufacturières et des services marchands. La consommation connaîtrait, d'une part un frein dans sa composante publique vraisemblablement induit par le report des augmentations salariales, et d'autre part une légère augmentation dans sa composante privée résultant des économies d'impôts dont bénéficieront les salariés du fait de la révision du barème de l'IRPP. Cette nouvelle orientation, tout à fait salubre, est-elle suffisamment engagée pour redresser la situation et engager des paliers de croissance plus élevés ? Dans quelle

mesure est-elle sensible à l'hypothèse de report des augmentations de salaires sur laquelle se base le budget économique ? Le budget économique ne répond pas à ces questions. Nous tenterons, à travers une décomposition de la croissance selon ses composantes, d'apporter quelques éclairages à la première question.

## 2-2- Décomposition de la croissance dans une optique de demande

Le budget économique ne procède pas à l'évaluation de la contribution des différentes composantes de la demande globale (consommation, FBCF, exportations nettes des importations) à la croissance. Il s'est contenté d'en produire les taux de croissance (page 15). Pourtant, cette décomposition est riche d'enseignements ; nous l'avons donc effectuée pour 2016 et pour 2017.

A cette fin, l'équilibre entre ressources et emplois à prix constants est présenté au tableau A en annexe de cette note. On peut en déduire une décomposition des sources de la croissance dans une optique de demande (tableau ci-dessous)

**Tableau 8 : Décomposition de la croissance dans une optique de demande.**

	2016			2017		
	Structure en 2015	Taux de croissance	Contribution	Structure en 2016	Taux de croissance	Contribution
Consommation publique	19,1%	3,1%	0,6%	19,7%	1,6%	0,3%
Consommation privée	70,0%	3,6%	2,5%	70,4%	3,8%	2,7%
FBCF	19,4%	2,8%	0,5%	19,5%	5,7%	1,1%
Variation de stock	2,2%	-72,7%	-1,6%	0,9%	-166,7%	-1,5%
Exportation	39,7%	-0,9%	-0,4%	37,6%	3,5%	1,3%
-Importations	-50,5%	0,3%	-0,2%	-48,1%	2,9%	-1,4%
Total = PIB	100,0%	1,5%	1,5%	100%	2,5%	2,5%

On constate que la contribution de la consommation publique passera de 0,6% en 2016 à 0,3% en 2017 ; par contre, celle de la consommation privée augmentera de 2,5% à 2,7%. La consommation totale a ainsi une contribution positive, importante et quasi constante (3,1% en 2016 et 3% en 2017).

De même, la FBCF verra sa contribution croître sensiblement de 0,5% en 2016 à 1,1% en 2017. Les exportations joueront un rôle majeur, leur contribution à la croissance passe de -0,4% en 2016 à 1,3% en 2017. Par contre, les importations, en croissant plus vite, auront une contribution négative de -1,4% en 2017 contre -0,2% en 2016. L'ensemble de ces composantes donnent lieu à une augmentation de la demande globale de 3,1% en 2016 et de 4% en 2017.

Or, l'offre globale (le PIB) ne croît que de 1,5% en 2016 et de 2,5% en 2017. Ce déséquilibre entre l'offre globale et la demande globale est résorbé par une réduction des stocks de -1,6% en 2016 et de -1,5% en 2017. On observe donc un ajustement par les quantités. Il n'en reste pas moins que ce déséquilibre va certainement engendrer des pressions inflationnistes dans les secteurs où les prix ne sont pas administrés. Ces pressions peuvent mettre à défaut les prévisions des prix et du taux d'inflation. Le schéma de croissance montre, qu'en 2016 et 2017, les Tunisiens sont davantage des consommateurs que des producteurs, leur consommation privée augmente beaucoup plus vite que le PIB. En 2016, la consommation privée a augmenté de 3,6% pour une augmentation du PIB de 1,5%. En 2017, les taux projetés sont respectivement de 3,8% et 2,5%. Ne produisant pas assez, les Tunisiens consomment les stocks accumulés auparavant !

Le budget économique, en occultant cet aspect, ne tire pas la sonnette d'alarme qui s'impose et ne met pas l'accent sur la nécessité de mettre en œuvre une politique de l'offre à même de réduire la rigidité au niveau des institutions et de l'appareil productif, d'inciter à la production et d'appeler les Tunisiens au travail productif.

On peut questionner à ce titre l'impact sur la production de l'augmentation de la pression fiscale que subirait les entreprises à divers titres en 2017. On est dans un cercle vicieux où la faiblesse de la croissance impacte négativement les recettes de l'Etat ; l'Etat, en manque de ressources, taxe davantage les entreprises ; ceci dissuade la production et freine davantage la croissance, au risque de creuser plus les déficits publics.

### 3- Les finances publiques

Le budget économique 2017 ne comporte aucune analyse des finances de l'Etat, ni dans leur globalité, ni en rapport avec la situation financière des entreprises et offices

d'Etat, celle des finances locales et des trois caisses sociales (CNSS, CNRPS et CNAM).

De même, le budget économique 2017 n'évoque que sommairement la question de la dette publique. Seuls les nouveaux crédits à contracter et les échéances à honorer en termes de remboursement de la dette en capital (tableau VIII) sont précisés.

Le plan 2016-2020, visait à contenir le déficit budgétaire dans les limites de 3,5% du PIB à l'horizon 2020 et la pression fiscale dans les limites de 21%. De même, il devait limiter l'endettement public à 54,7% du PIB en 2020. Où en est-on au niveau de la convergence vers ces objectifs ?

#### 4- L'inflation

Le budget économique prévoit de limiter l'inflation dans les limites de 3,6% (le taux anticipé pour 2016), alors que le plan 2016-2020 vise un taux de 3,5% en fin de période (page 82).

Aucune analyse n'est présentée sur l'évolution des prix administrés et des prix libres. L'inflation sous-jacente, mesurée par la variation de l'indice des prix « hors produits frais et produits à prix administrés », n'est pas non plus appréhendée.

Selon le budget économique, cet objectif sera réalisé grâce à l'amélioration des circuits de distribution et à la lutte contre le secteur informel et le commerce parallèle. Or, le secteur informel et le commerce parallèle déstructurent l'économie formelle, notamment parce qu'ils offrent des produits extrêmement compétitifs en matière de prix. On peut donc craindre que la lutte contre le secteur informel et le commerce parallèle, globalement salubre pour l'économie, n'ait un effet pervers en matière de maîtrise des prix.

Par ailleurs, nous avons montré que, sachant les prix projetés, les emplois (consommation, FBCF et solde extérieur) sont supérieurs aux ressources (PIB). L'équilibre est atteint à travers une baisse des stocks, c'est-à-dire un ajustement des quantités. On peut craindre que cet excès de demande engendre des tensions inflationnistes et l'augmentation des prix anticipée (+3,6%) serait alors sous-estimée.

## 5- L'emploi

S'agissant des créations d'emplois, le budget économique prévoit la création de 58000 emplois en 2017, outre les 15000 emplois créés dans le cadre de la politique active de l'emploi et des programmes spéciaux. Le budget économique ne fournit pas d'indications sur la contribution des secteurs à la création d'emplois ni d'éléments spécifiques sur l'évolution de la productivité.

La prévision des 58000 emplois se base sur une extrapolation des créations d'emplois réalisées entre 2011-2015. En effet, sur cette période, l'économie nationale a créé 35300 emplois, dont 15600 seulement dans les activités productives marchandes. Pendant cette période, le taux de croissance économique a été en moyenne de 1,5%. On a donc estimé que 1 point de croissance créé en moyenne 23200 emplois.

Si l'on accepte cette dernière hypothèse, l'économie, en croissant de 2,5% en 2017, créera 58800 emplois, y compris les emplois créés grâce aux mesures de la politique active de l'emploi. Cependant, le budget économique prévoit, outre la création de 58000 emplois, la création de 15000 emplois dans le cadre de la politique active ; ceci ramène le ratio emplois créés grâce à un point de croissance à 29200 emplois !

Or, sur la période 2001-2010, l'économie a connu un taux de croissance moyen de 4,5% et a créé en moyenne 72500 emplois par an, soit 16100 emplois par point de croissance. A ce rythme, l'économie nationale ne créera en 2017 que 40300 emplois, c'est-à-dire 55% des créations d'emplois prévues.

Le budget économique n'explicite pas les hypothèses de variation de la productivité apparente du travail sous-jacentes à la prévision des créations d'emploi. En tablant sur 73000 emplois nouveaux, le budget économique suppose un accroissement de l'emploi total de l'ordre de 2,1%. Sachant le taux de croissance de 2,5%, la productivité du travail augmenterait de 0,4% seulement. Ceci est insuffisant, vu l'effort d'investissement à réaliser.

**Tableau A-1: La demande globale en 2016 estimées aux prix 2015**

	Valeur en 2015 en MD prix courant (X2015)	Taux de croissance à prix constants en % (g2016)	Valeur en 2016 en MD à prix constants 2015
Source	Tableau 1 en annexe	Tableau 2 en annexe	X2016=X2015 (1+g2016)
Consommation publique	16347,3	3,1%	16854,1
Consommation privée	59828,5	3,6%	61982,3
Investissements	18527,8	-5,1%	17584,0
FBCF	16622	2,8%	17087,4
Variation de stock	1905,8	-73,9%	496,6
Exportation	33908,5	-0,9%	33603,3
-Importations	-43131,9	0,3%	-43261,3
Total = PIB	85480,2	1,5%	86762,4

**Tableau A-2: La demande globale en 2017 estimées aux prix 2016**

	Valeur en 2016 en MD prix courant (X2016)	Taux de croissance à prix constants en % (g2017)	Valeur en 2017 en MD à prix constants 2016
Source	Tableau 1 en annexe	Tableau 2 en annexe	X2017=X2016 (1+g2017)
Consommation publique	18025,1	1,6%	18313,5
Consommation privée	64300,5	3,8%	66743,9
Investissements	18570,2	-2%	18193,6
FBCF	17791	5,7%	18805,1
Variation de stock	779,2	-166,7%	-611,5
Exportation	34288,1	3,5%	35488,2
-Importations	-43912	2,9%	-45185
Total = PIB	91272	2,5%	93553,8

**Tableau A-3: Décomposition de la croissance dans une optique de demande**

	2016			2017		
	Structure en 2015	Taux de croissance	Contribution	Structure en 2016	Taux de croissance	Contribution
<b>Consommation totale</b>	<b>89,1%</b>	<b>3,5%</b>	<b>3,1%</b>	<b>90,3%</b>	<b>3,3%</b>	<b>3%</b>
Consommation publique	19,1%	3,1%	0,6%	19,7%	1,6%	0,3%
Consommation privée	70,0%	3,6%	2,5%	70,4%	3,8%	2,7%
<b>Investissements</b>	<b>21,7%</b>	<b>-5,1%</b>	<b>-1,1%</b>	<b>20,3%</b>	<b>-2,0%</b>	<b>-0,4%</b>
FBCF	19,4%	2,8%	0,5%	19,5%	5,7%	1,1%
Variation de stock	2,2%	-72,7%	-1,6%	0,9%	-166,7%	-1,5%
<b>Demande nette extérieurs</b>	<b>-10,8%</b>	<b>5,6%</b>	<b>-0,6%</b>	<b>-10,5%</b>	<b>1,0%</b>	<b>-0,1%</b>
Exportation	39,7%	-0,9%	-0,4%	37,6%	3,5%	1,3%
-Importations	-50,5%	0,3%	-0,2%	-48,1%	2,9%	-1,4%
<b>Total = PIB</b>	<b>100,0%</b>	<b>1,5%</b>	<b>1,5%</b>	<b>100%</b>	<b>2,5%</b>	<b>2,5%</b>

**Ce travail est effectué sous la direction de Pr Salma Zouari.**